



ECO-ASPROMONTE

PARC REGIONAL DE L'ASPROMONTE -Italie

www.parks.it/parco.nazionale.aspromonte/nov.html

Objectifs.

Développement local et mise en valeur des services et produits locaux

Territoire et population concernée

Toute la production locale et les commerces à l'intérieur du parc (produits régionaux mais aussi hôtels, restaurant, etc..).

Population concernée : plusieurs villages du parc et l'ensemble des visiteurs.

La monnaie est proposée autant à la population locale qu'aux touristes visiteurs car les prix sont plus intéressants en monnaie locale qu'en euros.

Fonctionnement

L'ecoaspromonte est achetée en euros dans les officines propres au parc et acceptée par l'ensemble des commerces des différents villages.

Tous les produits et services sont accessibles totalement en Ecoaspromonte.

Les prix des marchandises en Ecoaspromonte sont bloqués (garantis) pour 6 mois. Ils sont inférieurs d'au moins 5% au prix en euros.

Remboursement intégral des Ecoaspromonte non utilisés (commerçants et individus).

Support matériel

Monnaie papier
(billets de 1,2,5,10 Ecoaspromonte)



Pilotage.

Pas de pilotage participatif : l'organisation est prise en charge par le personnel et le directeur du parc.



BANQUE COOPÉRATIVE WIR - SUISSE-

www.WIR.ch

Objectifs.

La banque coopérative WIR (Wirtschaftsring : Cercle économique) est essentiellement composée de PME (moins de 99 employés), qui se sont regroupées, pour créer entre elles un marché privilégié qui leur permet d'être plus compétitives face aux grands groupes internationaux. Elle utilise une "monnaie communautaire", le WIR, comme moyen de paiement.

1 Wir vaut 1 Francs Suisse, mais n'est pas convertible en Francs Suisses.

Ce système permet aux PME:

- de favoriser les échanges commerciaux et les partenariats entre elles (on ne peut dépenser le WIR reçu qu'à l'intérieur du groupe) et réduire leurs besoins en trésorerie
- d'augmenter leur chiffre d'affaire en francs suisses car le WIR entraîne l'argent officiel.
- d'obtenir des crédits à des taux variant entre 1,75 et 3,5%.
- de promouvoir les valeurs coopératives et de labelliser un certain type de production (charte de fonctionnement)

WIR aujourd'hui est devenue une banque qui, en plus du système de paiement et de crédit en WIR, offre des services bancaires classiques.

Territoire et population concernée, date de création

Elle a été créée en Suisse en 1934, dans les suites du krach boursier de 1929 pour répondre à un manque de liquidités et se compose actuellement de plus de 70 000 PME (1/5 des PME suisses). Il existe plusieurs succursales réparties sur la Suisse.

Fonctionnement.

Le WIR est paritaire avec le franc suisse, converti en francs suisse pour calculer les impôts et taxes divers des membres. Les WIR ne se dépensent que dans le cercle des membres et un client qui sort du cercle perd ses WIR car ils n'ont aucune valeur à l'extérieur et ne sont pas remboursables.

Les membres acquièrent des WIR en rendant leurs marchandises accessibles (tout ou partie) en WIR ou en faisant un emprunt en WIR (pour construire ou acheter en WIR à d'autres membres). Les taux d'intérêts varient entre 1.75 et 3.5 % (payés en francs suisses) selon les types d'emprunts. Les frais de gestion des comptes sont payés en francs suisses par les clients et en WIR par les coopérateurs. La banque cautionne selon les règles bancaires habituelles, en franc suisse, ses prêts en WIR.

Support matériel.

L'organisation émet régulièrement un catalogue de toutes les offres des clients membres, avec pour chaque production ou services, les prix indiqués (souvent mixtes avec une partie en Francs suisses et une partie en WIR) Certains produits sont entièrement accessibles en WIR, d'autres ont seulement 10% de leur prix en WIR. Ce catalogue a une version papier, Cdrom et Internet. On peut trouver presque tout type de services, de construction, de production dans ce cercle d'échanges.

Les clients utilisent entre eux des chèques et carte de crédit à 2 entrées (WIR et francs suisses)



Pilotage.

Banque coopérative, 2000 PME sont coopérateurs (par achat de parts), sur 70 000 clients. Les candidats doivent être agréés sur la base d'une charte qualitative et éthique.



Système d'échange local (SEL) de Paris

- France -

www.seldeparis.org

Objectifs.

Permettre des échanges ponctuels de services, de savoir-faire, de connaissances, d'objets d'occasion ou auto produits (création artistique, préparations comestibles, etc.)

Territoire et population concernée, date de création

Le SEL de Paris a été créé en 1996 ; il y a actuellement plus de 400 adhérents repartis sur tout Paris et la proche banlieue.

Fonctionnement.

L'unité d'échange, n'est ni convertible, ni cessible en euro.

A titre indicatif, le SEL propose une référence au temps (un piaf = 1 mm, 1 heure = 60 piafs) pour valoriser le temps passé dans l'échange entre les 2 échangeurs, mais l'accord de gré à gré (décision prise en accord entre l'offreur et le demandeur) reste la règle de base.

La création d'unité d'échange se génère donc par le système de crédit mutuel.

Support matériel.

Un catalogue avec toutes les offres et demandes de tous les adhérents est imprimé régulièrement et envoyé à tous.

Le montant des échanges et leurs natures sont indiqués sur un chèque à trois talons (association pour saisie, les deux échangeurs).

SEL de Paris	SEL de Paris	SEL de Paris - Bon d'échange 
Date :	Date :	Date :
L'adhérent n°	L'adhérent n°	L'adhérent n° Nom :
donne piafs	donne piafs	donne piafs
à l'adhérent n°	à l'adhérent n°	montant en toutes lettres :
en échange de :	en échange de :	à l'adhérent n° Nom :
.....	en échange de :
		Signature des deux personnes

Pilotage.

Le SEL est piloté par un conseil d'animation élu annuellement par une assemblée générale. Il est demandé une cotisation en euros à l'adhésion, pour payer les coûts de fonctionnement (photocopies, timbres, etc.).

Toutes les tâches d'administration internes sont valorisées en unités d'échanges, au prorata du temps passé et le SEL prélève sur l'ensemble des comptes des adhérents le montant nécessaire à cette valorisation. (Mutualisation des coûts de fonctionnement en piafs). Les règles de circulation et de mutualisation et le montant en euros de la cotisation sont réévalués en AG tous les ans.



Banques du temps - Italie -

www.tempomat.it/

Objectifs

La BDT peut se définir comme une libre association solidaire dont les membres s'auto-organisent et s'échangent du temps pour s'aider surtout dans les tâches et les besoins quotidiens. Il s'agit de mettre en contact des personnes disposées à échanger « au pair », sans différences d'âge, de revenu, de profession.

Les BDT ont une autre caractéristique qui s'est affirmée au fil des ans : satisfaire les besoins « immatériels » des adhérents (ceux liés à un besoin de relations ou d'acquisition de savoirs). Certaines banques s'appellent Banques du Temps et des Savoirs.

Territoire, public

Les BDT peuvent naître au sein d'un groupe d'amis qui se donne un statut d'association ou sous l'égide d'associations existantes. D'autres naissent sur l'initiative des pouvoirs locaux, surtout les communes, qui désirent investir dans ce nouveau type d'engagement.

Aujourd'hui en Italie, il y a plus de 300 BDT recensées et entre 20 et 25.000 personnes concernées.

Le rapport hommes/femmes est des deux tiers en faveur des femmes. L'âge va de 20 à 70 ans avec une majorité de 30/50. Le nombre de membres d'une BDT oscille entre 30 et 100.

Support matériel.

L'heure est l'unité de mesure égale pour tous indépendamment de la qualification professionnelle.

La comptabilité est réglée par chèques similaires aux chèques bancaires, enregistrés en « crédit » et « débit ».

Dans les BDT, différemment des Lets anglais, l'échange de biens est inexistant.

Promemoria: Assegno emesso da: ROSSI MARIO
 Data: 31/5/2001
 A favore di: VERDI CARLO
 BANCA DEL TEMPO
 N° tessera: 31
 Tempo impiegato: 3
 Lavoro svolto: Tinteggiatura
 Assegno compilato da: ROSSI MARIO
 Con Tessera n°: 10
 In Data: 31/5/2001
 Tempo impiegato (in cifre): 3
 FERRARA
 Firma: Rossi Mario
 Socio Esecutore lavoro: VERDI CARLO Con Tessera n°: 31
 Descrizione lavoro svolto: Tinteggiatura

Frais de fonctionnement

Le travail d'organisation est rémunéré en heures de temps.

Pour les frais de fonctionnement (téléphone, matériel,...) les banques font appel à des. Plusieurs d'entre elles s'appuient sur les pouvoirs publics locaux, pour avoir à disposition local et téléphone.

Comme le critère de la réciprocité est une valeur de base pour les BDT, souvent cette dette est payée en temps et prestations utiles au financeur. Certaines banques ont passé des conventions avec leur mairie.

En aucun cas, l'intervention des banques ne doit substituer un service social ou professionnel. Une récente loi prévoit ce type d'échanges avec les pouvoirs locaux.



Banco Palmas Fortaleza, Brésil

Origine, objectifs

FOMENTO est un modèle de cercle d'échange. Il a été pratiqué pour la première fois à Fortaleza au Brésil.

Dans ce modèle, une somme d'argent est collectée pour un projet précis. Cette somme d'argent peut être constituée par n'importe quel mécanisme : épargne solidaire de personnes directement intéressées par la réalisation du projet, CIGALE ou tontine, emprunt bancaire, fond d'aide au développement pour les pays du SUD etc.

A Fortaleza le projet portait sur la construction d'une école et la somme a été donnée par une ONG hollandaise (Strohalm). Cette somme correspondait dans ce cas précis à la totalité de la somme nécessaire pour construire et équiper l'école. Mais pour démultiplier les effets de cette somme, ils ont créé une monnaie communautaire pour valoriser tout ce qui pouvait être fait par eux même quant à la construction de cette école : temps de travail effectué, matériaux vendus par des producteurs de la communauté, productions locales, etc.

La quantité de monnaie locale émise représentait l'exacte valeur du fond d'aide au développement.

Dynamique

Pour que cette monnaie locale soit vraiment utile, il lui fallait des débouchés. Pour cela, des commerçants sont rentrés dans ce cercle d'échange en acceptant des paiements partiels pour leurs produits, en monnaie locale. Pour eux, il s'agissait d'encourager le développement local de leur quartier par une pratique solidaire. Leur vitrine portait un autocollant « Ici, on accepte la monnaie locale », qui leur amenait également de nouveaux clients.

Ainsi commerçants du quartier, travailleurs et fournisseurs du chantier ont pu utiliser cette monnaie pour leurs propres besoins.

Cette émission de monnaie locale a couvert environ 70 % des frais afférant à la construction de l'école en rétribuant les ressources locales.

Avec l'argent officiel économisé sur la somme globale destinée à la construction, la communauté a pu attribuer de petites sommes sous forme de micro-crédits, pour des projets d'habitants nécessitant l'achat de matières premières, de machines ou de compétences qui n'étaient pas proposées dans le quartier. Cette somme d'argent devait être remboursée en monnaie locale à la communauté dans les 6 mois. Les bénéficiaires de ces micro-crédits devaient donc encaisser de la monnaie locale pour rembourser l'emprunt, ce qui renforçait encore le circuit.

Bilan

Au final, la communauté n'a utilisé que trente pour cent de la somme reçue pour construire cette école, car elle a pu puiser dans ses propres forces pour fournir le reste. Les soixante-dix pour cent restant ont pu constituer un fond de micro-crédit, et la combinaison avec la monnaie locale a ainsi pu stimuler une économie de proximité et de développement local.



Système Barter RES

- Belgique -

Objectifs

Echanges de marchandises entre entreprises, structures commerciales, et travailleurs indépendants. (Diminue le besoin de liquidité, offre de nouveaux débouchés, crée un marché privilégié)

Système de fidélisation des clients/usagers particuliers de ces structures, avec systèmes de points bonus à chaque achat, cumulables pour une réduction plus conséquente sur un achat ultérieur.

Territoire et population concernée, date de création

Plus de 4000 structures commerciales et entreprises, création de la société en 1996

Processus de fonctionnement

Echange de marchandises évaluées en trade euros, paritaires à l'euro mais non convertibles

Crédit d'échange sans intérêt (jusqu'à 6000 Trade euros) pour les partenaires commerciaux

Un catalogue des offres est régulièrement émis.

La société emploie aussi des intermédiaires qui recherchent de nouveaux partenaires et font la promotion de ceux qui font déjà partie du système d'échanges (activation de la mise en relation pour stimuler les échanges)

Support matériel.

Catalogue des offres des structures (à usage professionnel) qui indiquent le pourcentage d'accessibilité des produits en trade euros (1° annonce gratuite puis annonce payante pour se maintenir sur le site).

Système de carte à puces .



Le système Bonus pour les particuliers

Système de carte de fidélisation pour les particuliers, permettant des réductions sur l'achat des produits. Pour cela, la structure doit s'abonner au système et louer un terminal

Le particulier paie 1 € au commerçant pour son inscription, à titre de frais administratifs. En échange, le particulier reçoit sa carte de fidélité, une brochure d'information, un guide de poche (éventuellement à un prix réduit), un code secret pour le Phone Banking, un nom d'utilisateur et un mot de passe pour l'Internet Banking et l'accès au site web de RES pour rechercher des commerçants RES

Pilotage.

Une société contrôle et cautionne le système.

Les coûts de fonctionnement sont financés sous forme d'abonnement par les organisations adhérentes plus prélèvement sur chaque transaction .

Les usagers/clients des structures paient un droit d'usage.

Des réunions régionales sont régulièrement organisées entre membres pour développer des synergies et des projets communs.



Barter -présentation générale-

www.bartercard.com, www.barterws.com

Objectifs

Le barter ou échange marchandise permet à des entreprises classiques de réaliser des échanges de marchandise ou de services sans utiliser d'argent, sans flux financier.

Les entreprises classiques utilisent le barter pour réduire leur besoin en fonds de roulement. Ce système permet de réduire le besoin de liquidités entre entreprises, fournit de nouveaux clients sans faire de démarche de recherches et permet d'augmenter les ventes, donne des lignes de crédit sans intérêts avec les barter multilatéraux.

Le barter peut consolider le sentiment d'appartenance à une communauté.

Territoire et population concernée, date de création

Il existe plus de 800 sociétés de barter dans le monde. Exemples : Bartercard International créée en 1991, RES créée en 1996, Barter Wings System Sarl créée en 1999.

Toutes les entreprises sont concernées mais le barter s'est beaucoup développé dans le monde de la publicité et du tourisme ; au départ il s'agissait d'opérations d'assez gros montants.

Le barter est beaucoup plus développé dans les pays anglo-saxons qu'en Europe, il concernerait aux Etats-Unis 200 000 entreprises pour un chiffre d'affaires de 16 milliards de dollars. En Europe 6000 entreprises le pratiqueraient pour un chiffre d'affaires de 600 Millions d'euros. Le marché du barter serait en très forte croissance (+30 % par an).

Une organisation internationale est chargée de contrôler ces pratiques : il s'agit de l'IRTA (International Reciprocal Trade Association).

Fonctionnement.

Les entreprises négocient les termes de l'échange (biens ou services échangés et valeur de ces biens ou services) comme pour toute transaction commerciale puis le réalisent et facturent les opérations ; la seule différence, c'est que le paiement se fait par compensation.

La TVA s'applique aux opérations de barter. La société qui organise le barter fait des factures avec le montant de la transaction exprimé en monnaie officielle.

Cette unité d'échange a une valeur officielle mais n'est échangeable qu'avec une taxe ou pourcentage de sortie, donc il est de l'intérêt des entreprises de garder leur avoir en unité interne pour une transaction ultérieure : les échanges s'effectuent donc à l'intérieur du système par un simple jeu d'écriture, même s'ils sont facturés en monnaie officielle pour les impôts (en fait cette monnaie officielle n'est pas déboursée).

La société organisatrice du site se rémunère via des commissions et propose également un système d'abonnement pour les utilisateurs réguliers de la plate-forme en ligne. Elle peut recourir à des sociétés d'assurance crédit pour sécuriser les transactions. Les sites de barter regroupent ainsi plusieurs milliers de membres.



CHIEMGAUER -Allemagne-

www.chiemgauer.de

Objectifs

Soutien à la vie associative, à la production locale à plus value sociale, environnementale (production bio, énergie renouvelable, etc.)

Stimulation de la coopération locale (circuits courts) entre les différentes parties prenantes concernées par la réception de la Monnaie(usagers, entreprises, distribution locale)

Développement local, maintien de la richesse créée dans la région

Territoire et population concernée, date de création

Région de Prien en Bavière, début en Janvier 2003.

500 membres, 200 entreprises .

Processus d'émission et fonctionnement

Un Chiemgauer est égal à un euro,

La création de la monnaie est centralisée dans une officine, puis est vendue à des associations sans but lucratif à raison de 100 Chiemgauer contre 97 euros .

Ces associations revendent à leurs membres ou au grand public 100 chiemgauer contre 100 euros et gagnent ainsi des euros pour financer leurs propres activités. Les entreprises ou les commerces acceptent les Chiemgauer paritaires avec l'euro et les utilisent dans le cercle d'échange pour leurs propres affaires ou se les font rembourser au tarif de 100 Chiemgauer pour 95 euros. Seules les entreprises et commerces peuvent se faire rembourser.

La monnaie est fondante c'est à dire qu'elle perd régulièrement de sa valeur (2%) tous les 3 mois

Support matériel.

Support papier : il existe des billets de 1, 2, 5, 10 et 20 Chiemgauer.



Pilotage.

Toute l'organisation est prise en charge par l'école Waldorf, et en particulier par les élèves de Christian Gellery qui s'en sert d'outil pédagogique.

Mais peu à peu les différents acteurs prennent en main leur organisation : Un des 3 principaux secteurs géographiques a instauré mensuellement une réunion d'organisation entre les différentes parties prenantes (associations, entreprises, usagers..)



Lignièrès en Berry

Historique : expérience française de monnaie franche (1956/58)

Objectif:

Stimulation sociale et économique d'une commune économiquement sinistrée par l'intermédiaire de bons d'achats ou monnaie franche

Territoire et population concernée, date de création

1956 -1958 sur le canton de Lignièrès en Berry

L'expérience a été arrêtée en 58 suite aux pressions du gouvernement, après l'échec de la banque de France, à trouver une faille au système (pression fiscale sur les commerçants en particulier)

Référence théorique :

Sylvio GESELL et son analogie avec la circulation sanguine et la monnaie(pour une juste irrigation, il n'en faut ni trop ni trop peu et éviter les stases qui provoquent des congestions et nuisent à la fluidité de l'ensemble)

L'idée de monnaie fondante est basée sur une taxe à l'inertie, qui décourage l'épargne, jugée nuisible à l'économie.

Processus de fonctionnement

Les bons d'achat étaient cautionnés par le franc

La contrepartie de la monnaie franche était déposée en banque (dépôt de couverture)

Les bons d'achat perdaient mensuellement de leur valeur (1%)(système de timbres à acheter tous les mois pour prolonger la vie du billet, qui avait comportait 12 cases pour l'année)

Ils étaient convertibles à tout moment en perdant 2% de leur valeur

Une association était chargée de la vente et du remboursement des bons, qui étaient utilisés par les individus, les producteurs, les commerçants. Ces derniers étaient largement bénéficiaires de la reprise des échanges commerciaux malgré la taxe de 1% sur leurs recettes chaque mois.

Les salariés pouvaient choisir de se faire payer en bons d'achat, auquel cas ils recevaient 5% de supplément par rapport à la valeur en francs.

Support matériel et outils utilisés

Bons d'achat en papier avec 12 cases (1 par mois) pour coller les timbres valant 1% du montant du bon

L'expérience a été initiée et animée par Georges Lardeau et Pierre Tournadre, conseillés par un lecteur de GESELL, Soriano, qui avait déjà tenté une expérimentation à Nice dans les années 30.



S'Miles (France).

www.pointsciel.com et www.monoprix.fr

Objectifs

IL s'agit d'un système de fidélisation qui permet aux clients de l'un des points de ventes cités d'accumuler des points. Une carte permet de bénéficier de promotions, de payer moins cher certains services (livraison à domicile, par exemple) et d'avoir des réductions sur toute une catégorie de produits. Ce système permet de mutualiser les consommateurs et donc pour chaque enseigne, d'augmenter sa propre clientèle, d'avoir un suivi statistiques des consommations, et donc éclairer en partie l'orientation et la gestion des enseignes.

Territoire et population concernée

Territoire français, tous les clients détenteurs de la carte S'MILES qui achètent dans les 18 enseignes partenaires (Monoprix, galerie Lafayette, Nouvelles galeries, BHV, Vivacances, Géant Casino, Shell, INNO, Piximage, PHOX, et leurs filiales)

Processus d'émission et fonctionnement

Les S'miles sont créés à chaque achat, en général 1 S'mile pour 3 Euros d'achat. Régulièrement des opérations de promotion permettent de gagner plus de points sur certains produits. Ils sont valables pendant 3 ans. Ils donnent droit à des cadeaux dont certains ne sont accessibles qu'en payant une partie en euros, en plus. Le nombre de S'miles nécessaires pour l'obtention de chaque cadeau est indiqué sur un catalogue papier émis mensuellement.

Cadeaux de partenaires extérieurs au réseau.

Cadeaux sont fournis par des enseignes extérieures aux partenaires du programme (comme UGC, AIR France, bistro Romain, etc), réduction sur des abonnements à des revues, sur des locations de voitures, des nuits d'hôtels, des séjours de vacances, etc

Utilisation des S'miles à l'intérieur du réseau

Chèques cadeaux permettant de convertir les S'miles en euros, acceptés dans quelques enseignes partenaires (1000 S'miles pour 10 euros) en bons de réduction

Dons à des associations caritatives

Environ 1000 S'miles pour un don de 10 euros (ex : l'ADIE, la ligue contre le cancer, solidarité avec les victimes du tsunami)

Support matériel et outils utilisés

Support sous forme de carte. Centre de gestion pour conversion des points en cadeaux ou chèques cadeaux et magazine mensuel qui donne le montant en S'miles de cadeaux, qui propose des réductions en euros sur certains produits et marques, les promotions sur les produits...

Financement des coûts de fonctionnements

Le programme fidélité est géré par la FIDECOM et COFINOGA. Le coût de fonctionnement est facturé aux entreprises.



TIME DOLLAR (USA).

www.timedollar.org

Objectifs

- Valoriser les temps d'implications sociales, les temps civiques (programme d'éducation civique de la jeunesse délinquante, par exemple), les temps d'entraide, d'échanges de savoirs et de solidarité trans-générationnelle.
- Créer de la participation dans un programme social à la place de la consommation passive habituelle.
- Permettre à des entreprises et des activités commerciales de participer à cette valorisation en offrant des avantages commerciaux (bons d'achats, réduction, etc).

Territoire et population concernée, date de création

Système largement répandu dans plusieurs états des Etats-Unis (dans 38 états en 2000) Le modèle a été créé par Edgard Cahn en 1980.

Processus de fonctionnement

Les time dollars s'obtiennent en donnant de son temps, ils n'ont aucune convertibilité avec le dollar, ils ne sont soumis à aucun impôts car considérés par l'état comme outil caritatif de valorisation de l'aide aux personnes. Des biens de consommations s'échangent aussi, dont la valeur d'échange est déterminée (arbitrairement) par chaque communauté utilisatrice.

Pour chaque heure de travail, on obtient un crédit dans une banque informatisée, que l'on peut utiliser lorsque on a besoin d'aide à notre tour. Une heure rapporte un crédit, que l'on travaille dans un tribunal pour mineurs ou comme bénévole dans une école.

Les participants à de nombreux programmes peuvent utiliser leurs crédits pour acheter des marchandises, dans des boutiques locales ou dans des magasins spéciaux A Chicago et Washington DC, les jeunes peuvent, grâce à leurs crédits récupérer des ordinateurs donnés par les entreprises locales;

Il existe différents services en fonction des états le système est implanté.

Exemples : Brooklyn : les membres d'une organisation de soins de santé intégrés pour personnes âgées, appelée Elderplan, prennent soin les uns des autres. Ils font des courses, réparent les robinets, rendent visite aux personnes isolées, offrent une oreille attentive. Même les personnes considérées comme handicapées peuvent « rendre des visites » par téléphone à des personnes se trouvant dans des situations plus graves. En conséquence, l'organisation permet à ses membres de ne pas entrer en maisons de soins.

Pilotage.

Le cout de fonctionnement est pour partie inclus dans le système (animation par des bénévoles). Les gouvernements fédéraux appuient souvent financièrement et logistiquement les offices des gestion.

Le time Dollar Institute gère la structure avec une équipe de direction dont fait toujours partie le fondateur Edgard Cahn.





Tsukisara partner's center (Japon)

180 communautés utilisent une monnaie locale au Japon ; parfois le système est initié par le gouvernement local, parfois ce sont des associations qui en sont à l'origine

Le Tsukisara partner's center est situé dans une région de 80 000 PERSONNES avec 7 villes. La monnaie a pris l'appellation de l'ancienne région : 1 Tsukisara = 1 heure = 800 yen (soit 6 euros) mais n'est pas convertible en yen (l'équivalence est donnée à titre indicatif).

Ce système permet d'échanger du temps de service et des objets d'occasion mais aussi des légumes, des revues, des repas de restaurants. Actuellement 2600 Tsukisara sont en circulation dans la communauté. C'est une association qui émet les billets, subventionnée par le gouvernement local.

Une expérimentation a eu lieu en 2002 puis le système a démarré en avril 2003

Il y a actuellement 193 membres individuels et 19 magasins s'occupent de la distribution des billets, certains proposent certains objets entièrement en Tsukisara, d'autres pratiquent la mixité financière. L'association tient une comptabilité centrale à titre indicatif, avec la saisie des différents échanges pour en estimer le volume et apprécier leur variété, mais ce n'est pas vraiment nécessaire pour le fonctionnement.

Ils font un catalogue des offres et demandes par catégorie (777 annonces) : par exemple des cours, coups de mains, renseignements (échanges de savoirs), objets d'occasions, l'hébergement et la nourriture sont très demandés

La population des jeunes (et des moins jeunes) qui sont uniquement occupés à chercher du travail ne sont pas intéressés par ces systèmes car ils sont trop occupés par leur survie économique.

Vis à vis de la loi : il n'y a pas d'interdiction juridique à cette forme de complémentarité monétaire. Les avis sont partagés au sein du gouvernement mais il n'y pas encore de débat officiel sur le sujet. C'est cependant considéré d'un commun accord comme un puissant outil de développement local et de récréation de liens sociaux et économiques.

Le système n'aura bientôt plus de subvention en YEN pour faire tourner le système et payer des salariés. L'idée est de préparer le passage à la rémunération en Tsukisara, des salariés et bénévoles. Pour éviter un dérapage du système, il paraît important de répartir les coûts de fonctionnement du système sur tous les comptes des adhérents, (plutôt que de parler d'impôts, on parlera de contribution directe par mutualisation des coûts de fonctionnement). Il s'agit de rentrer dans un fonctionnement où seulement les échanges entre membres actifs créent un débit et un crédit qui se compensent strictement



Wörgl

Historique : Autriche, 1932

1932. À Wörgl, ce village du Tyrol autrichien, la situation économique est dramatique. Un habitant sur trois est enregistré au chômage. Pour sortir de cette crise, le maire M. Unterguggenberger décide d'expérimenter la monnaie fondante, selon Silvio Gesell.

Le 1er août 1932 le plan d'action est voté. La municipalité paye donc ses employés et ses ouvriers en bons de travail, plutôt que de s'endetter en déboursant l'argent qu'elle n'a pas. Les bouchers, boulangers et autres commerçants sont-ils aussi réglés en bons de travail et non plus en monnaie courante.

Grâce à ce système, les chômeurs retrouvent un emploi et un pouvoir d'achat : la fabrique de ciment embauche 400 personnes, l'usine de cellulose engage 350 ouvriers, la mairie poursuit les constructions de route et de canaux. L'engrenage fonctionne.

Le pouvoir d'achat des bons de travail s'aligne sur celui du schilling officiel. Mais pour lutter contre la thésaurisation, les certificats sont taxés à hauteur de 1 % par mois. Ceux qui veulent éviter de payer cette taxe ont évidemment intérêt à s'en débarrasser. D'où une circulation accélérée de ce moyen d'échange. Ces taxes imposées par la mairie sont en fait des timbres émis par elle, et collés au dos des certificats, ce qui permet une rentrée fiscale nette.

Quelques mois après le lancement de ce nouveau mode de paiement la consommation est relancée, les recettes fiscales augmentent, et les arriérés de la commune sont en partie réglés. La situation autorise même la mairie à anticiper le paiement de ses impôts.

En 1933 le gouvernement du Tyrol met fin à l'expérience, il interdit l'émission de ces bons de travail. Le conseil porte plainte auprès du tribunal administratif contre cette interdiction. L'avocat de Wörgl ne manque pas d'arguments ni d'exemples pour prouver les effets positifs de ce nouveau système d'échange pour la commune. Mais le droit exclusif de la Banque nationale d'émettre des billets est violé. La plainte fut rejetée.

Les résultats tangibles

Certains commerçants de Wörgl refusèrent au début d'accepter cette monnaie qui avait une trop grande ressemblance avec la monnaie légale ; mais quand ils se rendirent compte de l'intensité de la circulation et constatèrent que les employés et ouvriers municipaux achetaient dans les boutiques qui acceptaient cette monnaie auxiliaire, l'esprit de concurrence reprit bien vite le dessus et ils suivirent l'exemple des autres...

Or, après l'introduction de la « monnaie franche », non seulement les impôts courants furent payés, mais la ville réussit à solder tous ses arriérés, elle put faire exécuter, dans le deuxième semestre 1932, 100.000 schillings de travaux : sept routes neuves, sept km d'asphaltage ; douze nouvelles rues furent projetées... On étendit le système de canalisations. On planta des arbres, on reboisa la forêt... La vie économique prit une intensité incroyable... Et il y eut du travail pour tous !

Extrait du Hors-série
SILENCE - SEL
« Pour changer, échangeons »



L'Ithaca Hours Etats-Unis

A Ithaca, dans l'Etat de New York, près de 1500 boutiques et entreprises acceptent les "Ithaca hours". Une monnaie qui permet d'échanger des biens et des services produits localement. Une manière de rendre l'économie humaine et écologique.

Beaucoup d'habitants témoignent de leur enthousiasme : "Grâce à cette monnaie locale, notre argent reste ici et nous nous entraïdons, plutôt que d'enrichir des multinationales", disait Danny, électricien. "Cette organisation parallèle crée un lien de solidarité et donne notamment la possibilité à des chômeurs de trouver un emploi", ajoutait Dave, professeur d'économie. Pour Bill et Cris, marchands de légumes, "Grâce à cet argent local, davantage de gens achètent des produits du terroir. Cela a fait augmenter nos ventes et nous nous offrons désormais des petits luxes que nous n'aurions jamais pu nous payer en dollars".

Paul Glover, concepteur du système, explique : "Le billet de base, l'Ithaca hour, vaut 10 dollars, ce qui représente en gros le salaire moyen horaire payé dans cette ville. Prenons maintenant un fermier qui vend pour 20 dollars de fromage. A la place de la monnaie nationale, il reçoit donc deux heures de travail gratuit. Avec ce petit capital, il achète par exemple les services d'un menuisier qui lui-même fait appel au savoir-faire d'un mécanicien, lequel utilise ces heures pour payer son chiropracteur, qui lui se sert de ces billets pour s'offrir quatre places de cinéma, et ainsi de suite. C'est un système sans fin qui grandit de lui-même, une économie écologique, en vase clos, qui s'écarte du dollar et où le temps de travail réel remplace les liquidités abstraites". A Ithaca, en effet, on peut maintenant se procurer presque tout : des consultations médicales, des services divers, des spectacles, des dîners, des meubles, etc.

Le système est aujourd'hui bien huilé. La librairie Autumn Leaves assure le rôle de banque centrale. C'est là que les gens peuvent échanger leurs dollars en Ithaca hours. Par contre, l'inverse n'est pas possible. Enfin, pour éviter la falsification de cette monnaie locale, l'imprimerie a mis au point une encre qui change de couleur dès que l'on frictionne les billets.



Aussi étonnant que cela puisse paraître, le système des Ithaca Hours semble ne pas provoquer de levées de boucliers majeurs dans les milieux politiques. Au contraire. La mairie et la chambre de commerce ont avalisé la devise et une grande banque facture même certaines de ses charges et quelques frais de crédit en Ithaca Hours ! De plus, le procureur du Comté a récemment annoncé que les auteurs de la contrefaçon d'Ithaca Hours seraient punis aussi sévèrement que ceux qui falsifient les dollars ! On croit rêver !

Ithaca est certainement un "cas". Mais il n'est plus isolé. Ce système fait des émules dans d'autres villes des Etats-Unis (25 dont Santa Fe, Kingston) mais aussi par delà le continent.

Extrait du Hors-série
SILENCE - SEL
« Pour changer, échangeons »
Article de Joëlle Delvaux



" La naissance du dollar "

Le recours à des monnaies locales a pu permettre de relancer l'économie, ce fut le cas lors de la naissance du dollar !

En 1750, Benjamin Franklin raconte comment la Nouvelle Angleterre a résolu ses problèmes de chômage. Alors qu'à l'époque, la monnaie en cours était celle de l'Angleterre, le gouvernement local crée une monnaie sans intérêt appelée "colonial scrip". Cette monnaie non convertible, ne pouvant être dépensée que dans l'Etat provoqua une telle reprise des échanges commerciaux que rapidement la crise économique fut surmontée. Douze autres colonies anglaises, dès l'année suivante, lancent alors leur propre monnaie pour reproduire cet exemple. Le Parlement britannique vote alors une loi pour interdire l'usage de ces monnaies.

En 1862, Abraham Lincoln, président des Etats du Nord, avait d'énormes problèmes pour financer la guerre contre les Etats du Sud. Devant la proposition des banquiers de lui prêter de l'argent avec 30 % d'intérêt, il décide alors de frapper monnaie et lance la fabrication de ce qui deviendra l'actuel dollar. L'émission de cette monnaie qui ne reposait alors sur aucune équivalence en richesse lui permet non seulement de gagner la guerre de sécession, mais de refaire prospérer agriculture et industrie.

En 1865, Lord Goshen, porte-parole des banquiers londoniens, publie dans le "London Times" un article où l'on peut lire: "Si cette malveillante politique financière devait perdurer, alors ce gouvernement fournira, sa propre monnaie sans frais, sans aucune dette. Il aura tout l'argent nécessaire pour mener son commerce. Il deviendra prospère à un niveau sans précédent dans toute l'histoire de la civilisation. Ce gouvernement doit être détruit ou il détruira toute monarchie sur le globe" (1).

Quelques semaines plus tard, le 14 avril 1865, Lincoln fut assassiné et les banquiers récupérèrent leur privilège et le conservèrent à l'exception de quelques brefs intermédiaires, -jusqu'en 1913.

Cette année-là, le congrès américain vota la "federal reserv act" qui transférait son pouvoir constitutionnel de créer la monnaie des USA à une banque privée hypocritement appelée "Fédéral reserv corporation". C'est le début de l'histoire du dollar actuel.

(1) Cité dans le livre "Ver Demain" de Rougemont, Québec, 1994.

Extrait du Hors-série
SILENCE - SEL
« Pour changer, échangeons »
Article de Michel Tavernier

